

14 septembre 2013 - Oser la confiance !

Par les administrateurs de l'Institut de la confiance : Richard Legault, Denis G. Coulombe, Sylvie Laganière, Émilie Deschênes, Susan McKercher, Donald Riendeau Senior, Jean-Claude Deschênes et Donald Riendeau Jr.

Le Québec est récemment passé d'une confiance « aveugle » à une « méfiance complète ». Depuis deux ou trois ans, les médias étrangers et des autres provinces parlent davantage de notre corruption que de nos créateurs, artistes et inventeurs. Sommes-nous pire qu'ailleurs ? Nous ne le pensons pas. D'ailleurs le secrétaire général de l'OCDE lui-même, monsieur Angel Gurría, l'a énoncé dans son discours en juin dernier lors de son passage à Montréal :

"L'une des victimes de la crise, en plus de l'emploi et de l'égalité a été la confiance. Nous avons perdu confiance dans les gouvernements, dans les partis politiques, dans les organisations internationales, dans le système bancaire, dans les multinationales et dans tout ce que nous avons bâti, comme sociétés, depuis cent ans."

L'impact de cette crise de confiance est majeur sur notre économie, notre démocratie et sur nos vies au quotidien. Il y a un an, nous nous sommes regroupés dans une perspective de changer les choses et avons fondé l'**Institut de la confiance dans les organisations** (ICO). L'Institut est un organisme sans but lucratif et indépendant financièrement dont la mission est de « *contribuer au développement et à la promotion d'un climat de confiance dans les organisations et dans la société québécoise. Nous désirons lancer et solidifier un mouvement qui permettra au Québec de 2025 de se distinguer en tant que société de confiance.* »

Nous avons réalisé une enquête d'opinions auprès de 1,300 québécoises et québécois dont plusieurs des résultats sont révélateurs (861 répondants ont été retenus pour des fins statistiques). Parmi ceux-ci :

- 83% des québécois sont d'avis que le climat de confiance au Québec s'est détérioré au cours des dix dernières années ;
- Pourtant 97% considèrent qu'il est important ou très important que les dirigeants se préoccupent d'améliorer le climat de confiance qui existe au sein de leur personnel et 95% de hausser les relations de confiance avec leurs clients, fournisseurs et autres parties prenantes ;
- 55% sont d'opinion que les politiciens gèrent en se souciant davantage de leur intérêt personnel que du bien-être collectif (27% croient l'inverse et 22% sont neutres) ;
- Seulement 18% croient que les entreprises prennent leurs décisions d'affaires en tenant compte de leurs influences sur la communauté et sur l'environnement (57% sont d'opinion contraire et 25% sont neutres) ;
- Seulement 26% des répondants sont d'avis que les dirigeants des grandes entreprises privées sont généralement éthiques et intègres (43,5% croient l'inverse et 30% sont neutres).

Quoi faire ? D'abord, soyons positif, il y a de plus en plus de gens qui veulent changer les choses. Le Québec est en train de se réveiller. Notre Institut aspire à devenir le catalyseur des forces vives du Québec et supporter celles-ci. Nous avons d'ailleurs constitué le **Cercle de confiance du Québec** lequel se veut un lieu de réflexion duquel émergera diverses recommandations pour répondre aux diverses problématiques de confiance. Le Cercle comprend déjà plus d'une trentaine de gens crédibles et compétents qui désirent agir en tant que "**porteurs de confiance**" dans leur environnement et dans la société québécoise.

Oui la Commission Charbonneau nous aide à voir ce qui se cachait dans l'ombre. Oui les organismes de réglementation et de surveillance contrôlent de mieux en mieux les organisations et individus. Oui les dirigeants et professionnels, dont plusieurs semblent s'être égarés au cours des dernières années, doivent croire en ce changement et faire preuve de leadership. Ils doivent non seulement investir dans des "structures" mais miser sur la "culture" de leurs organisations. Mais le changement implique chaque citoyen. C'est la population qui, au bout du compte, a les clés d'un changement dans les mentalités et qui doit avoir des exigences les plus élevées au niveau de la transparence, de l'éthique et de la compétence, des ingrédients indispensables à la confiance et à la santé de la vie démocratique.

Il faut oser la confiance, il faut prendre le pari de la confiance. C'est le plus beau pari que peut prendre une organisation. Cette confiance mènera à la fierté, à l'engagement, à l'investissement, à la mobilisation collective ainsi qu'à une meilleure qualité de vie. Nous aurons besoin **de tous les Québécoises et Québécois** qui voudront contribuer à cet important défi de société.